

ADB. À la recherche d'un nouveau souffle

Publié le 02 avril 2018



Des membres du conseil d'administration d'ADB, dont Yves Coudray, le nouveau président, à droite.

Une soixantaine de personnes assistait vendredi, à la salle polyvalente de Saint-Benoît-des-Ondes, à l'assemblée générale de l'Association de Défense Benedictine (ADB). L'association, organisée en collectif dès 2015, a été créée en mars 2016 pour défendre les intérêts des habitants contre le Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine (PPRSM). Pour Yves Coudray, le président, « les exigences sont trop contraignantes et vont conduire progressivement à la mort de la commune ». En cause selon lui, les obligations imposées aux propriétaires et la fin des permis de construire, pour cette commune majoritairement située en zone rouge. Après l'adoption du PPRSM en août 2016, l'ADB a déposé plusieurs recours pour demander son annulation. L'assemblée générale d'ADB était l'occasion de revenir sur les avancées du dossier, en présence du député Gilles Lurton, qui soutient leur combat.

2017, année « morose »

À la suite du décès du président-fondateur, Jean-Yves Letanoux, en mai 2017, c'est Yves Coudray qui avait pris les rênes de l'association.

Il a été élu à l'unanimité et le bureau a également été reconduit. Le président est revenu sur l'année 2017 qualifiée de « morose ». En effet, les différents recours au tribunal ont échoué. L'ADB participe aux réunions organisées pour l'élaboration de la Stratégie Locale de Gestion des Risques d'Inondation avec le Préfet, la DDTM 35 et plusieurs communes de la Manche, aussi concernées. « On participe mais on ne voit rien avancer, déplore Yves Coudray. Une étude serait en cours sur la composition de la digue, car elle doit être refaite à l'identique, mais on n'a jamais vu personne ». Le coût de renforcement de la digue est estimé à quatorze millions d'euros et doit être « absorbé » par 22.000 habitants. « Inadmissible ! » pour les adhérents de l'Adept, une autre association de défense des habitants de la baie, également présente vendredi. « Nous allons attaquer l'État ! », ont-ils annoncé. De son côté, l'ADB est en recherche d'adhésions et de motivation. Le mouvement s'essouffle. « On n'arrive pas à mobiliser les jeunes », constate Jean-Louis Ferré, vice-président. « C'est un peu le pot de terre contre le pot de fer... mais on va se battre » confie de son côté un adhérent fataliste.